

Artsakh



Le 21 Juillet, conformément à l'accord conclu avec les autorités de la RHK, la **Mission de l'OSCE** a mené une surveillance prévue de la ligne de contact entre les forces armées du Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, au Nord de Mardakert.

Côté Artsakh, la surveillance a été menée Khristo Christov (Bulgarie) et Simon Tiller (Grande Bretagne).

Côté Azéri, le suivi a été effectué par Jiri Aberle (République Tchèque) et Peter Svedberg (Suède).

Aucune violation du régime de cessez-le-feu n'a été enregistrée. On notera toutefois que la partie azérie n'a pas conduit la mission à ses lignes de front.

(...)



Le président de la RHK, **Bako Sahakian**, a été interviewé par le média russe Lenta.ru

«Pendant la guerre d'Avril, Bakou avait l'intention de résoudre le conflit du Karabakh dans les plus brefs délais, du type blitzkrieg, par la force. Une campagne militaire intense destinée à aboutir à une victoire rapide.

Du 2 au 5 Avril, l'Azerbaïdjan, violant traîtreusement les accords de cessez-le-feu de 1994 et de 1995, a mené des opérations militaires à grande échelle contre l'Artsakh, pratiquement tout le long de la frontière. Les actions de l'Azerbaïdjan peuvent être considérées comme une guerre, avec toutes ses caractéristiques.

Il est également indispensable de prendre en compte que Bakou avait préparé cette guerre de quatre jours en menant une politique agressive.

Nous avons à plusieurs reprises mis en garde contre les conséquences dangereuses et tragiques de cette politique là. Malheureusement, la guerre n'a pas pu être évitée, et l'adversaire a été contraint d'arrêter seulement après avoir subi d'importantes pertes matérielles et humaines.

(...) La priorité des autorités et celle du peuple de la RHK est de construire un Etat de droit, fort, démocratique, social, et d'assurer la sécurité de nos citoyens.

(...) Il est naturel que la non reconnaissance de la RHK ait un fort impact tant sur la république que sur la vie de ses citoyens. Toutefois, le peuple du Karabakh a acquis une résistance élevée contre les plus grandes difficultés.

Historiquement, la population a été formée en vue de devoir constamment lutter pour sa liberté, l'indépendance, l'honneur et la dignité. C'est-à-dire vivre et se développer dans un environnement géopolitique difficile. Et cela signifie que nous percevons la non-reconnaissance de notre patrie uniquement comme une difficulté temporaire que nous devons absolument surmonter.

(...) Il est indispensable de rétablir le plein format des pourparlers avec la participation de l'Artsakh en tant que partie prenante à part entière.

Quant à une solution du conflit susceptible de satisfaire tout le monde, d'abord et avant tout, il est nécessaire de préciser ce qu'on entend par dire «tout le monde».

Mis à part les participants directs au conflit, le Groupe de Minsk de l'OSCE et ses trois pays coprésidents sont également engagés dans le processus de règlement. Tous les coprésidents - Russie, États-Unis, et France - , ont dit très clairement et à plusieurs reprises que les parties en conflit elles-mêmes doivent trouver une solution par le biais de pourparlers de paix.

La solution doit être trouvée là. Mais pour cela, tout d'abord, il est indispensable de restaurer le plein format des pourparlers avec notre participation comme partie prenante à part entière. Malheureusement, le principal obstacle sur la voie du règlement du conflit est la politique très destructrice de l'Azerbaïdjan, qui est basée sur le revanchisme. Une politique basée sur le revanchisme, conduit tôt ou tard à des chocs majeurs et des catastrophes dans un pays.

(...) Est-ce que l'Azerbaïdjan peut changer sa position concernant la RHK ? Je crois que la question ici ne se réfère pas seulement aux relations

Karabakh-Azerbaïdjan. Si Bakou veut éviter une telle catastrophe, il est tout simplement obligé de revoir sa philosophie de construction de l'État.

(...) De grands chocs ou des tentatives de pays tiers pour modifier la situation existante, entraîneront des cataclysmes. Pour cette raison, le maintien de la paix et de la stabilité dans cette région, en particulier dans la zone de conflit, est un aspect important de la sécurité internationale.

(...) Une politique multi-niveau est développée en vue de la reconnaissance internationale de la République du Haut-Karabakh.

Et nous avons déjà des succès notables dans ce domaine. Nous continuons à étendre nos activités respectives. Nous construisons un Etat démocratique depuis environ un quart de siècle, et qui ne constitue pas une menace pour la communauté internationale, ou tout autre pays donné.

La Russie est l'un des trois pays, avec les Etats-Unis et la France, qui copréside une organisation internationale officielle, à savoir le Groupe de Minsk de l'OSCE, qui est chargée de la médiation pour résoudre le conflit du Haut-Karabakh avec l'Azerbaïdjan.

Nous apprécions hautement la contribution respective de chacun de ces pays. Nous suivons de près les processus d'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans les différents coins du monde. Stepanakert travaille à la reconnaissance de l'indépendance de la République d'Artsakh. Ce processus est devenu plus actif au cours des dernières années."